



Exposé de M. Hansjörg Walter, président de l'Union suisse des paysans, à l'occasion de la conférence de presse du 24 mai 2004, à Berne

OMC: l'agriculture suisse joue gros

A l'heure actuelle, les négociations de l'OMC constituent le dossier le plus brûlant inscrit au calendrier de la politique agricole. Les décisions prises à l'OMC vont en effet influencer dans une large mesure sur le futur de l'agriculture suisse et de la politique agricole. Les négociations se sont accélérées ostensiblement au cours des dernières semaines. Simultanément, les intérêts des divers secteurs de l'économie suisse se sont précisés. Cette économie reproche d'ailleurs de plus en plus durement à l'agriculture d'empêcher une issue rapide des négociations. Comme si cela ne suffisait pas, des milieux économiques accréditent la thèse selon laquelle l'agriculture est responsable de toutes les faiblesses de l'économie nationale. Qu'il s'agisse des négociations de l'OMC, de l'endettement de l'État ou de la croissance économique en panne, l'économie fait de l'agriculture son bouc émissaire favori. Ces attaques constantes sont aussi déplacées qu'excessive, et nous ne les tolérerons pas davantage.

Nous voulons des règles commerciales claires, loyales et transparentes

Nous sommes bien évidemment conscients que l'économie suisse, fortement dépendante des exportations, ne saurait se passer d'accords commerciaux multilatéraux. L'agriculture elle-même a tout intérêt à la prospérité de l'économie suisse et à une réglementation moderne et efficace des échanges internationaux. En revanche, nous avons besoin de règles qui laissent leur chance à tous les secteurs concernés et qui tiennent compte des particularités de chaque secteur économique. Or, pour l'instant, c'est dans la direction contraire que s'acheminent les négociations de l'OMC. Cela signifie notamment que l'on est en train de saper les fondements du développement futur de l'agriculture suisse. C'est pourquoi l'Union suisse des paysans (USP) se bat avec acharnement en faveur d'un accord agricole juste, tenant compte des particularités des agricultures des différents pays. Inutile de dire que pour nous, l'enjeu est crucial. Lorsque certains milieux économiques affirment que le « double jeu » de la délégation suisse aux négociations, qui consiste à défendre tant les intérêts de l'économie d'exportation que ceux de l'agriculture, ne saurait durer, nous leurs renvoyons la balle. En effet, ce serait faire preuve d'une naïveté coupable que de travailler à l'élaboration d'un accord au profit de la seule économie d'exportation et de croire que l'agriculture pourrait ensuite s'en accommoder d'une manière ou d'une autre.

Les règles commerciales doivent être utiles aux gens

La libéralisation la plus poussée ne saurait constituer un but légitime en soi. Le commerce et les règles commerciales doivent en effet être avant tout utiles aux gens. Donc, une libéralisation des marchés n'est fondée que si elle sert concrètement les intérêts des gens. C'est justement sur ce point que porte notre critique et nous posons la question : Voulons-nous vraiment d'un accord agricole qui ne sert que les intérêts de quelques exportateurs de produits agricoles et de quelques sociétés de « l'agrobusiness », et qui remet en question dans de nombreux pays l'existence de l'agriculture, donc la survie des hommes et des femmes dont c'est le gagne-pain ?

L'OMC décide aujourd'hui, l'agriculture le vivra demain

Les négociations en cours à l'OMC portent aujourd'hui sur la recherche d'une formule de démantèlement des droits de douane, des subventions à l'exportation et du soutien interne. Quelques mots clés de ces discussions : « capping », « formule suisse », « boîte orange » ou « boîte verte ». Ce jargon est peut-être obscur, mais les conséquences de ces négociations pourront être constatées concrètement dès leur mise en œuvre, et pas uniquement en Suisse. Quelles conséquences ? L'abandon des fermes, l'arrêt de l'exploitation des surfaces les moins rentables, l'aggravation de l'exode rural dans les régions périphériques. En effet, la portée des négociations de l'OMC dépasse largement la seule question de la régulation des flux commerciaux sur les marchés agricoles mondiaux. Ce qui est en jeu, c'est rien moins que l'existence de l'agriculture et, par conséquent, la vitalité de l'espace rural dans de nombreux pays. En Suisse, l'agriculture joue un rôle multifonctionnel. Par conséquent, une libéralisation débridée n'y remettrait pas seulement en cause la production alimentaire, mais également les prestations de l'agriculture au profit de la collectivité.

L'agriculture refuse de faire les frais de concessions réciproques

Dans ce contexte, nous attendons du président de la Confédération, Joseph Deiss, qu'il ne se focalise pas sur les seules revendications du reste de l'économie, mais qu'il soit en mesure d'analyser l'ensemble de la situation de façon nuancée. Nous rappellerons d'ailleurs avec insistance au Conseil fédéral et à la délégation suisse qu'il ne saurait être question de sacrifier les paysans sur l'autel des intérêts des autres secteurs de l'économie. Nous refusons de servir encore de bouc émissaire et de devoir payer la note pour le reste de l'économie.

Nous rappellerons d'ailleurs ici que l'agriculture paie déjà pour les concessions réciproques des Bilatérales II. Les préférences douanières dont bénéficient les produits agricoles des nouveaux membres de l'UE seront maintenues, même si elles auraient dû tomber avec l'élargissement à l'Est de l'UE. Sur ce dossier, l'agriculture a dû faire des concessions, notamment pour permettre le sauvetage du secret bancaire. Pourtant, nous l'affirmons, nous ne nous plierons pas à un tel marchandage dans les négociations de l'OMC.

L'agriculture bouge

Ce que l'agriculture a entrepris pour s'adapter ces dernières années est impressionnant. Et le changement continue. On se limitera ici aux exemples suivants : déréglementation des marchés dans le contexte de la PA 2002 et de la PA 2007, libéralisation totale du marché du fromage en faveur de l'UE d'ici 2007, suppression prochaine du contingentement laitier. L'agriculture suisse n'est donc pas immobile, pas plus qu'elle ne bloque les négociations de l'OMC. Elle ne demande en fait qu'une chose : qu'on ne lui retire pas les moyens de se développer durablement.

La version prononcée fait foi.